

Une année placée sous le signe de la précarité...

Suite au mouvement du printemps dernier, Villepin a annoncé la mise en place de mesures visant à améliorer les conditions de vie des étudiants et des étudiantes.

Résultat : *les rentrées se suivent et se ressemblent avec toujours plus de précarité, de sélection sociale et de misère.*

Les frais d'inscription à l'Université augmentent sans cesse. L'inscription en licence passe de 156 à 162 € (+3,8%), celle en master de 199 à 211 € (+6%) et celle en doctorat de 305 à 320 € (+4,9%). Entre 2003 et 2006, les frais d'inscription ont augmenté de 15% en licence et doctorat, et de 50% au niveau master ! L'écart se creuse encore davantage entre les frais d'inscription de master et ceux de licence. Plus on poursuit ses études, plus on paie cher. Cette logique **vise à limiter l'accès à l'université des étudiants et étudiantes issu(e)s des classes populaires.**

Les services du CROUS ne répondent plus depuis des années aux besoins des étudiants et étudiantes et ce malgré la hausse du coût de la vie et des études.

- les bourses ne sont attribuées qu'à une infime minorité d'étudiants et étudiantes (environ 6%) et ne permettent pas de vivre décemment : montants dérisoires, versements sur 9 mois, délais interminables dans le traitement des dossiers....Ainsi un tiers des étudiants et étudiantes travaillent pour financer leurs études, 110 000 vivent sous le seuil de pauvreté, 22 600 sont en situation de pauvreté grave et durable (source OVE). A Limoges, 32,6% des étudiants et étudiantes sont obligés d'allier études et travail.

- le prix du ticket RU a encore subi une hausse du fait du désengagement de l'état. En effet, il existait une parité dans le financement du ticket entre l'état et l'étudiant. Or depuis 1984, la part de l'état stagne obligeant les étudiants à payer encore plus. Cette année, nous payons 2,75 €.

- au niveau du logement, la volonté n'est pas à la construction de cités universitaires mais à celles de résidences semi-privées dont les prix avoisinent ceux du parc privé.

- et pour la santé, aucune évolution non plus. Les structures d'accueil pour les étudiants et étudiantes manquent cruellement de moyens et de personnels. Un article du *Monde* publié le 4 septembre 2006 montre que "23 % de la population étudiante renonce à certains soins, notamment ophtalmologiques et dentaires, pour des raisons financières".

De toute évidence, la situation sociale des étudiants et étudiantes ne cesse de se dégrader. Les services du CROUS ne répondent plus à leur mission de service public. Le désengagement financier de l'Etat n'arrange rien à cet état de fait et les étudiants et étudiantes en paient donc le prix fort, et surtout ceux et celles issu(e)s des milieux défavorisés.

La seule réponse du gouvernement à la misère étudiante a été la mise en place d'une allocation pour l'installation universitaire. Finalement intitulée ALINE (allocation pour l'installation étudiante), l'allocation de rentrée universitaire s'est réduite comme peau de chagrin. En juillet, on parlait d'une allocation d'environ 200 € pour 500 000 étudiants et étudiantes. Finalement, l'allocation (300 €) sera versée aux seuls étudiants et étudiantes boursier(e)s s'installant dans un logement autonome, soit environ 80 000 étudiants et étudiantes (3% des étudiants et étudiantes).

En outre, le reniement d'une promesse n'arrivant jamais seule, Villepin enterre le maintien des bourses pendant 3 mois à la fin des études (promise pendant le mouvement du printemps dernier) et dément l'exonération de la taxe d'habitation pour les étudiants et étudiantes.

Quant à nous, nous ne croyons pas aux promesses gouvernementales. Nous ne comptons que sur nos propres forces, dans la lutte, pour stopper la logique de privatisation de tous les services publics.

Le mouvement contre la loi sur l'égalité des chances nous l'a prouvé : seule la lutte paie!

Problèmes avec le CROUS, l'administration
Aide pour les dossiers, pour l'exonération des frais d'inscriptions
Contactez l'AGEL-FSE !

... et de la privatisation de nos enseignements.

Depuis des années, l'AGEL-FSE lutte contre les réformes mises en place par les gouvernements, de droite comme de gauche, qui visent à créer un marché concurrentiel de l'enseignement supérieur. Ce processus que nous appelons **privatisation de l'université** passe par différentes mesures :

- **les ECTS-LMD** : sous prétexte d'harmoniser les universités au niveau européen avec des sorties diplômantes à bac +3, +5, +8, cette réforme instaure la concurrence entre les facs européennes, qui devront se maintenir sur le marché de l'éducation.

- **la commercialisation des savoirs** : le but est de rendre l'enseignement rentable, exportable et profitable à l'économie, notamment la recherche qui est soumise totalement aux besoins du patronat.

- **l'autonomie et la régionalisation des facs** : à cause du désengagement financier de l'Etat, les facs se tournent vers les étudiants et étudiantes, les collectivités locales et les entreprises pour trouver des fonds. Mais, puisque les régions sont inégalement riches, les facs le seront aussi, et les inégalités entre les étudiants et étudiantes d'une région à une autre vont atteindre un degré sans précédent (selon le principe "région riche = fac riche ; région pauvre = fac pauvre"). Certaines petites facs seront consacrées uniquement à des enseignements professionnalisés (en lien avec les besoins économiques locaux) et seuls 8 ou 9 " pôles d'excellence " capables de lutter sur le marché européen et mondial seront privilégiés.

L'UNIVERSITÉ DE LIMOGES = UNIVERSITÉ - POUBELLE.

Entre un quart et un tiers des universités françaises connaissent des problèmes de budget, les obligeant à prendre des mesures de restrictions des dépenses. En effet, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) n'est versée qu'à 80% aux facs moyennes (comme Limoges...) et jusqu'à 115% aux facs prestigieuses.

A Limoges, ce sont 700 000€ d'économie qui devront être effectuées cette année, à travers des mesures pénalisantes pour les étudiants et étudiantes et le personnel de l'université : effectifs de TD passant de 35 à 40, suppression des options à faible effectif (imageries médiévales, études théâtrales...) ; économies sur chauffage, téléphone, électricité ; moins d'investissement dans le matériel pédagogique ; contractuels non renouvelés. Au niveau de l'offre de formation, les masters et doctorats ne répondent pas aux attentes des étudiants et étudiantes et nous constatons cette année encore une baisse du nombre d'étudiants et étudiantes.

Ces mesures détériorent nos conditions de travail et d'étude, font de l'université de Limoges une université de seconde zone. Les étudiants et étudiantes pouvant financer des études partent donc poursuivre leurs cursus dans une fac plus prestigieuse, les autres restent à Limoges et ont un enseignement au rabais.

Contrairement aux discours de l'administration et des enseignants et enseignantes, le problème de l'Université de Limoges ne vient pas exclusivement des problèmes de budget. L'asphyxie budgétaire n'est pas une découverte et est organisée depuis des années par les différents gouvernements. Ce désengagement financier de l'Etat, doublé de la mise en place des réformes LMD et de l'autonomie des facs a un but bien précis : mettre en concurrence les universités européennes et subordonner l'enseignement supérieur aux lois du marché.

C'est contre cette logique de rentabilisation de l'enseignement et des étudiants que nous devons nous réunir, débattre et nous organiser.

**Pour la défense d'un service public d'éducation gratuit, laïc,
de qualité ouvert à tous et à toutes!**

Appel à la grève des syndicats étudiants et salariés jeudi 28 septembre

Rassemblement 10h devant la Préfecture

Notre local : Sous les amphis à côté de la Coop' & Cafet' Tél : 05.55.43.55.23

Site web : www.luttes-etudiantes.com

Contacts: agel-fse@luttes-etudiantes.com <http://agel-fse.over-blog.com>

